

2014/07

Les pays des Balkans à la recherche d'une alternative

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &
Études*
Politique internationale



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
ÉCONOMIE

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



Si proches et si lointains. Les Balkans, une région qui inclut les pays de l'ex-Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, l'ouest de la Turquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Moldavie, sont à nos portes. Littéralement. La distance entre Bruxelles et Ljubljana (Slovénie) est *grosso modo* la même que celle qui sépare la capitale belge de la frontière espagnole ou d'une ville comme Florence. Des endroits qui, pour de nombreux Belges, n'ont plus de secrets tandis que les pays balkaniques restent surtout connus via des clichés négatifs qui circulent depuis la chute du Mur de Berlin. En gros, des pays se débattant dans la misère, où le crime organisé est roi et la corruption reine. Politiquement, le mot « poudrière » est celui le plus souvent utilisé pour les qualifier tant les esprits restent marqués par des épisodes sanglants de l'histoire, les guerres qui ont suivi la partition de l'ex-Yougoslavie en tête, qui ont vu ses peuples se déchirer pour des questions de territoires et d'identité. Tout cela n'est pas faux malheureusement. Mais ces clichés sont loin de présenter une image exacte de la vie politique et sociale de ces pays. Loin d'être amorphes les sociétés civiles des pays balkaniques crient leur colère depuis plusieurs années.

Vingt-cinq ans après la fin de l'ère communiste, nombre d'habitants de ces pays ont perdu toute illusion par rapport à la liberté et surtout par rapport à la prospérité qui leur étaient promises. Face à des gouvernements qui pensent plus à assurer les privilèges et la fortune d'une petite élite qu'à l'intérêt général, des groupements se constituent pour réfléchir à une alternative au capitalisme sauvage qui leur a été imposé.

UN PRINTEMPS BOSNIEN¹ ?

En Bosnie, tout a commencé l'été dernier par la dénommée « *révolution des bébés* ». Au centre de ce mouvement de protestation : le sort de Belmina

¹ Le terme « Bosnien » désigne un ressortissant de la République de Bosnie-Herzégovine. Le terme « Bosniaque » désigne les Bosniens musulmans.

Ibrisevic, une petite fille de trois mois souffrant d'un grave problème de santé nécessitant une intervention médicale en Allemagne. Problème : comme les milliers d'enfants bosniens nés après le 12 février 2013, elle ne disposait pas de numéro personnel d'immatriculation, ce qui empêchait toute délivrance de passeport ou l'accès à une assurance-maladie. C'est à cette date que l'ancienne loi permettant l'identification devait être remplacée par un nouveau système. Mais l'adoption de la nouvelle législation a été bloquée par un conflit entre les autorités de la République serbe de Bosnie et la Fédération de Bosnie-Herzégovine (les deux entités forment la République de Bosnie-Herzégovine). Devant l'absurdité de la situation, un mouvement de solidarité s'est organisé. Chaque jour, à partir du 11 juin et durant plusieurs semaines, des Bosniens, toutes communautés confondues, ont défilé devant le Parlement de Sarajevo armés de poussettes, de tambours et de sifflets pour exprimer leur mécontentement. Malgré les promesses de solution, la petite Belmina est décédée le 16 juin 2013 dans un hôpital de Belgrade après avoir été transférée (illégalement) en Serbie par ses parents (1).

Un drame qui n'éteint pas le mouvement qui avait déjà débordé sur d'autres thèmes comme la corruption, la pauvreté et le chômage. La colère s'étend également à d'autres villes du pays : les étudiants descendent dans la rue à Banja Luka (capitale de la République serbe de Bosnie) ainsi qu'à Mostar. Finalement, à la faveur de l'été et des vacances, un calme apparent revient dans le pays mais la colère couvait pour éclater plus violemment le mercredi 5 février 2014. Ce jour-là, à Tuzla, quelques centaines de travailleurs au chômage se donnent rendez-vous face au siège gouvernemental du canton pour se plaindre de leur situation. La foule des protestataires grossit et jette pierres et œufs contre la façade du bâtiment. Lorsque le Premier ministre du canton refuse de les rencontrer, les manifestants décident de forcer le cordon de police et d'entrer dans le bâtiment. Une partie d'entre eux va également bloquer les rues du nord de la ville mais la police ne laisse pas faire et, pendant plusieurs heures, forces de l'ordre et protestataires s'affrontent (2). Rebelote le lendemain dans plusieurs villes du pays où des milliers de citoyens sont également descendus en rue pour manifester leur soutien aux manifestants de Tuzla. Le vendredi 7 février, une foule en colère prend d'assaut le siège du gouvernement fédéral à Sarajevo où débute un incendie. Le bâtiment de la présidence est également pris d'assaut et incendié, tout comme les sièges des gouvernements cantonaux de Tuzla et de Zenica et les locaux des partis nationalistes croates (HDZ) et bosniens (SDA) (3). Des émeutes éclatent un peu partout dans le pays. Les gouvernements des cantons de Tuzla, Zenica-Doboj, Una-Sana et Sarajevo présentent leur démission. On voit alors apparaître dans les médias l'expression « Printemps bosnien ».

LES « PLENUMS DES CITOYENS »

Une image renforcée par l'apparition, à travers le pays, d'assemblées populaires nommées « Plenum des citoyens ». Elles sont ouvertes à tout le monde et ont pour objectif de formuler des revendications à présenter devant les Assemblées cantonales pour sortir de la crise et former un nouveau gouvernement. Cet exercice de démocratie directe réunit professeurs d'université, étudiants, juristes, travailleurs ou encore membres d'associations diverses. Tout le monde peut s'y exprimer sous le contrôle d'un modérateur et a droit à un temps de parole de deux minutes. Les votes se font à main levée. Les questions purement politiques sont évitées et seuls les sujets socio-économiques à régler en priorité sont abordés (4). Une évidence dans un pays où 44% de la population n'a pas d'emploi (2).

Parmi les revendications présentées aux assemblées cantonales, on retrouve pêle-mêle : l'arrêt des mesures de répression des manifestations, la suspension des poursuites engagées à l'encontre des organisateurs de celles-ci, l'ouverture d'enquête sur le rôle joué par les services de sécurité, la formation de gouvernements cantonaux techniques d'experts sans politiciens désignés par les partis, la fin de certains avantages accordés aux ministres cantonaux, la baisse de salaire des élus et fonctionnaires locaux ou encore l'ouverture d'enquêtes sur les privatisations d'après-guerre souvent désignées comme la source des maux économiques actuels (5).

UN DÉSASTRE ÉCONOMIQUE

À Tuzla, par exemple, une entreprise publique comme Dita, active dans la production de détergents, employaient 750 personnes. Privatisée en 2007, elle n'a tenu aucun engagement contenu dans le contrat de privatisation qui prévoyait le maintien de l'emploi durant trois ans et celui de la production durant cinq ans. Pire : les nouveaux patrons n'ont pas assuré le paiement des cotisations sociales obligatoires privant ainsi leurs employés de la plupart des droits sociaux ou d'accès à une assurance-maladie ou une assurance-retraite. Une enquête a été ouverte mais semble au point mort tandis que les autorités cantonales se désintéressent de l'affaire. Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres (3). Plutôt que d'investir et chercher la rentabilité, les nouveaux propriétaires des anciennes entreprises publiques ont le plus souvent déposé le bilan et vendu les actifs pour réinvestir cet argent dans d'autres affaires plus lucratives mais moins, voire pas du tout, pourvoyeuses d'emploi.

Et les Bosniens ont également très vite appris qu'ils ne pourraient pas compter sur les syndicats pour défendre leurs droits. Ceux-ci sont au mieux

impuissants face à des patrons qui, impunément, répriment l'action syndicale, voire de mèche avec les directions ou le pouvoir politique (6) qui, dans un pays où l'emploi est denrée rare, n'ont aucun de mal à appliquer la tactique « diviser pour régner ».

LA CARTE ETHNIQUE

C'est de tout cela que s'est nourri la colère des Bosniens. Mais après avoir fait le gros dos durant plusieurs semaines, les dirigeants cantonaux et fédéraux n'ont pas tardé à reprendre la main. À la fin du mois de mars, le canton de Tuzla, d'où était partie la révolte, est le premier à se doter d'un nouveau gouvernement (7). S'il comporte finalement plusieurs ministres issus des partis traditionnels, ceux-ci se sont engagés à « geler » leur appartenance politique et à ne pas se présenter aux futures élections communales. Peu-à-peu la situation se normalise et de nouveaux gouvernements voient également le jour dans les autres cantons. Parallèlement, la répression des manifestations continue et la mobilisation des citoyens est découragée de différentes manières. En ne permettant plus aux plenums de disposer de lieux de réunions, par exemple, ou en ridiculisant leurs propositions devant les Assemblées cantonales. En jouant également la carte « ethnique », une constante dans la vie politique bosnienne.

Au début du soulèvement, les protestataires se réjouissaient de voir les différentes communautés du pays enfin unies alors que d'ordinaire tout est toujours fait pour les diviser. Mais cela n'a pas duré. À Mostar, par exemple, divisée depuis la fin de la guerre entre Mostar-Ouest (à majorité croate catholique) et Mostar-Est (à majorité bosniaque musulmane), les partis croates ont présenté les manifestations comme des attaques des Bosniaques contre les Croates et certains médias ont embrayé (8). Le mal était fait dans l'esprit d'une partie de la population habituée à considérer les problèmes sous cet angle communautaire. Les autorités de la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) ont joué au même jeu en faisant peser sur leur population la crainte d'une attaque des Bosniens contre leur entité (9). Comme depuis les Accords de Dayton, en 1995, et la création d'une République tricéphale, les politiciens font tout pour empêcher l'avènement d'une identité bosnienne. Ces accords qui divisaient le pays en deux régions ethniques autonomes et décentralisées ont aussi créé un millefeuille bureaucratique et administratif compliqué. Surtout préoccupés par l'équilibre à trouver entre Bosniaques, Croates et Serbes de Bosnie, ils ont créé une nation « rapiécée » qui fonctionne difficilement en tant qu'État (10). Avec comme symboles un Parlement dont les sièges

sont équitablement répartis entre les trois communautés et une présidence à trois têtes qui se signale surtout par son inaction. Tout cela ne fait que renforcer l'impression de la population d'avoir à faire à une élite politique complètement coupée des réalités quotidiennes du pays.

Le mode de fonctionnement des plenums n'a pas non plus aidé à l'émergence d'un mouvement citoyen généralisé : fondées en partie sur le rejet des usages politiques traditionnels, les assemblées populaires refusent de mettre des leaders ou des porte-paroles en avant. Il leur est donc difficile de jouer un rôle politique de premier plan. Si les plenums existent toujours dans plusieurs villes, ils ne sont plus fréquentés que par quelques dizaines d'individus et semblent engagés dans une lutte pour leur survie.

La première réunion nationale des plenums, qui s'est tenue à Sarajevo, le 10 avril dernier, changera-t-elle la donne ? Des centaines de membres de ces assemblées se sont retrouvés pour la première manifestation nationale de ce mouvement citoyen. Ils se sont mis d'accord sur une série de revendications communes : la démission immédiate du Conseil des ministres de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la révision des privatisations, l'introduction d'un taux de TVA différencié selon les catégories de produits et sa suppression totale pour les produits alimentaires de première nécessité. Ainsi que la libération de tous les manifestants arrêtés depuis le 5 février dernier dont certains, sont accusés de «terrorisme» et risquent des peines pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison. La course contre la montre est engagée : des élections générales sont prévues à la fin du mois d'octobre, il ne reste donc que quelques mois aux plenums pour s'ériger en alternative crédible aux gouvernements en place.

Entretiens la Bosnie a été victimes d'inondations catastrophiques qui ont dévasté le nord du pays : les attentes légitimes de la populations ont fait place à l'urgence de la reconstruction. Et là aussi, les doutes commencent à planer au sujet de la gestion de cette crise. Notons que cette catastrophe naturelle a également touché l'est de la Croatie et les sud de la Serbie.

LA SERBIE, VICTIME DU NÉO-LIBÉRALISME

Depuis six ans, la Serbie connaît des épisodes de colères et de grèves pour des raisons similaires à la Bosnie. Le dernier grand mouvement en date avait d'ailleurs lieu à la même période que la révolte bosnienne de ce début d'année. Il était dû aux salariés de trois entreprises en cours de privatisation (11). Avec dans les trois cas, le même constat : des salaires inférieurs au salaire minimum, l'équivalent de 200 € en Serbie, qui ne sont plus payés depuis des mois. Comme les cotisations sociales de ces travailleurs ne sont plus payées,

ou de manière irrégulière, ils n'ont plus droit à la sécurité sociale et ils se retrouvent sans aucun revenus. Sans compter l'interruption des cotisations pour leur pension. De grèves en coups de force, le plus souvent des blocages de routes, ils obtiennent des promesses du gouvernement, la mise à jour de leur carte de sécurité sociale et le versement d'un ou deux mois de salaire. Des promesses pas toujours tenues d'ailleurs.

En Serbie, on estime que plus de 50.000 employés ne perçoivent plus de salaires depuis des années. Les syndicats ajoutent à ce chiffre 100.000 autres qui travaillent et attendent leur salaire, plusieurs mois, voire un an. Les associations de syndicats tentent donc de mettre à l'ordre du jour politique la question d'une privatisation des entreprises mal conduite ainsi que les thèmes de la précarité et des inégalités. Mais ils n'arrivent pas à se faire entendre par les dirigeants qui ont plutôt choisi d'obéir à la Banque Mondiale et au FMI.

En tout, 153 entreprises serbes font l'objet d'une procédure de rachat de leurs dettes par l'État. Une fois celui-ci propriétaire, il doit investir pour ensuite les vendre au privé (11). La Banque Mondiale et le FMI aimeraient que ce mouvement de privatisations soit terminé cet été, ce qui signifie que les entreprises qui n'auront pu être privatisées fermeront leurs portes et que des dizaines de milliers de salariés se retrouveront au chômage.

Malgré cette situation, les élections législatives de mars dernier ont vu la victoire d'Aleksander Vucic, du Parti Progressiste Serbe (SNS droite conservatrice). Dès ses premiers discours, le nouveau chef d'État n'a fait aucun mystère de ses intentions : politique d'austérité à tous les étages. Avec comme références, le FMI et Margaret Thatcher (12). Pour expliquer les mesures douloureuses qu'il devra prendre, le pouvoir serbe évoque la crise mondiale. Pour certains observateurs, les raisons sont ailleurs, du côté de l'influence des oligarques qui financent les partis et sont favorables à des lois antisociales afin de rendre les chefs d'entreprises tout-puissants (13). Avec comme résultat principal, une attaque massive contre les droits des travailleurs et l'avance rapide vers une plus grande flexibilité du travail qui appauvrit les salariés. Le projet de loi sur le travail est d'ailleurs tout-à-fait dans cette veine en proposant de réduire les congés payés et les congés maladies, de faciliter l'établissement de contrat de travail de courtes durées et de ne plus considérer que les années passées chez le dernier employeur comme ancienneté (14). Et personne ne pourra faire obstacle à cette politique antisociale : le président du gouvernement dispose d'une majorité absolue au Parlement mais tient aussi la mairie de la capitale Belgrade. Une situation politique que la Serbie n'avait plus connue depuis l'ère Milosevic.

Un vrai recul social déjà incarné par la nouvelle mode du travail en intérim. D'après les syndicats et l'Union des employeurs, 50.000 Serbes prestent déjà sous ce régime (15). Les agences offrent des contrats de six

à douze mois, payent les salaires, souvent minimums, les contributions sociales et certifient les livrets de santé. En échange, elles reçoivent des commissions très élevées de la part des entreprises qui font appel à leurs services. Bien connu en Europe occidentale également, ce système offre un accès au marché du travail aux chercheurs d'emploi. Mais il n'a de sens que s'il permet également à ceux-ci de valoriser leur expérience en trouvant un travail plus stable. Malheureusement, ce n'est pas le chemin que semble prendre l'intérim en Serbie où, à l'instar de ce qui se passe chez nous, ce statut est surtout utilisé par les entreprises pour s'offrir une main-d'œuvre temporaire dont elle peut se séparer facilement sans que cela ne lui coûte.

Un autre grand espoir déçu de la population serbe concerne la liberté de la presse. Après la chute du régime Milosevic, en octobre 2000, beaucoup pensaient que s'ouvrait enfin une nouvelle ère pour la liberté d'expression. Quatorze ans plus tard, le bilan n'est pas glorieux. Depuis 1991, 39 journalistes ont été tués en Serbie. En 2013, 23 attaques contre des journalistes ont été dénombrées et trois d'entre eux ont dû être placés sous protection policière. En plus des violences physiques, qui découragent toute forme de journalisme d'investigation, la presse serbe doit aussi faire face à une autre forme de pression : le chantage aux subsides d'État. Cet argent public étant vital pour la survie de la plupart des organes de presse, le gouvernement n'hésite pas à se servir de ce levier pour s'assurer la docilité des directions de presse. Ils n'ont d'ailleurs pas toujours besoin d'aller jusqu'aux menaces : biens conscients de cette situation, les journalistes ont acquis le réflexe de s'autocensurer. Et pas question d'espérer un salut venant du marché publicitaire puisque de 23 à 40% des parts de ce secteur proviennent eux-mêmes de l'État ou d'entreprises liées à celui-ci (16).

LA BULGARIE DÉPRIME

À l'instar de ce qui s'est passé en Tunisie, lors du déclenchement de ce qu'on appela un peu rapidement « le printemps arabe », la Bulgarie a connu, durant l'hiver 2013, une série d'immolations. Une manière extrême de montrer son désespoir qui poussa même l'Église bulgare à demander à ses ouailles de chercher une autre manière de protester (17). C'est que le pays le plus pauvre de l'Union européenne est également l'un des meilleurs élèves quand il s'agit de politique d'austérité. Et si les finances du pays sont saines et la dette publique contenue, les politiques sociales ont été fortement touchées par cette cure d'austérité : le chômage touche officiellement 13% de la population active et les salaires et retraites sont gelés depuis 2009 (17). Pourtant ce n'est pas la situation économique qui a conduit le peuple bulgare à descendre dans la rue en juin 2013 mais bien une nomination politique.

Suite aux élections de mai 2013, c'est un drôle d'attelage qui prend les rênes du pays : une coalition entre le Parti socialiste bulgare (BPS) et le Mouvement des Droits et Libertés (le parti de la minorité turque) soutenu de l'extérieur par Ataka, le parti d'extrême-droite. Une défaite cuisante pour l'ex-parti au pouvoir, le GERB (Citoyens pour le Développement Européen de la Bulgarie), notamment puni par la population pour sa corruption et sa gestion oligarchique de l'économie (18). Or, c'est justement un de ces oligarques décriés qui, en juin, est nommé directeur de l'agence nationale de sécurité sensée combattre la corruption et le crime organisé. Delyan Peevski est un jeune trentenaire, magnat des médias. Il détient 10 journaux, une douzaine de sites internet, quatre chaînes de télévision et quatre stations de radio. Un empire fondé à partir d'une fortune dont l'origine reste mystérieuse (19). Devant la colère de dizaines de milliers de Bulgares, le gouvernement a fait marche arrière mais le mal était fait, le ténu espoir de changement que représentait la nouvelle équipe au pouvoir s'était évaporé.

LES MAUX DES BALKANS

Comme nous l'expliquions en préambule, nous avons choisi de faire un focus sur ces trois pays parce que les situations vécues résumaient bien les différents maux dont souffrent les pays balkaniques. Si chacun de ceux-ci ont leurs particularités, ils ont surtout vécu plus de 40 ans sous un même système (même si le communisme yougoslave n'était pas exactement le même que celui soviétique) qui s'est écroulé en peu de temps. Et tous ont connu alors le même phénomène : les cadres et hauts fonctionnaires des anciens régimes, qui avaient profité des places occupées dans les entreprises publiques pour s'enrichir personnellement, ont profité de leur richesse pour imposer prendre le contrôle de l'économie et profiter au maximum des privatisations massives pour fonder de véritables empires. Au point de vue politique, les mêmes personnes ou d'autres qui étaient liées à celles-ci ont pris le contrôle des nouveaux États. Avec tout ce que cela suppose de conflits d'intérêts, de corruption et de complicité avec la criminalité organisée.

Le grand perdant de ce mouvement historique fut l'intérêt général. Dans ces États où l'appareil d'État s'est retrouvé en quelque sorte privatisé, seuls comptaient les intérêts particuliers de cette nouvelle élite. Les inégalités entre ceux qui bénéficiaient de l'appareil d'État et le reste de la population n'a fait que s'agrandir ces vingt dernières années. Au point d'en arriver à un seuil critique ? Il faut le croire. Chaque pays des Balkans a connu ses épisodes de contestations ces dernières années. Ceux-ci ont connu des intensités variables et ne se sont pas tous déroulés de la même manière. Un point commun est à remarquer : ces manifestations de colère sont toutes

parties d'une situation locale pour ensuite déboucher sur des revendications plus globales. « *Les mouvements éclatent lorsqu'un bien commun est affecté par un projet d'appropriation privée. Ainsi de la transformation du parc Gezi en centre commercial à Istanbul, et de projets du même ordre à Banja Luka et à Tirana. Non loin de là, à Skopje (Macédoine), le projet gouvernemental Skopje 2014 visant à renouveler l'architecture de la ville afin de lui donner un cachet historique digne des aspirations des nationalistes au pouvoir. À Maribor (Slovénie), des révoltes ont éclaté en novembre 2012 après que la maire Franc Kangler a signé un partenariat avec une compagnie privée chargée de réguler le trafic routier, ayant pour résultat la multiplication des profits pour l'entreprise et la réception d'amendes injustifiées pour les administrés. Enfin, en Roumanie, c'est le projet de mine d'or à ciel ouvert de Rosia Montana qui menace de saccager la campagne environnante qui a rassemblé les opposants. Dans d'autres cas, ce n'est pas l'atteinte portée aux ressources communes, mais l'incapacité d'agir pour l'intérêt général qui a mobilisé.* » (20)

Les États-Unis et l'Union européenne portent une responsabilité dans cette transition vers un capitalisme particulièrement sauvage et destructeur. Une fois l'URSS mise à genoux, les anciens pays du Pacte de Varsovie représentaient une proie idéale pour les tenants du libéralisme économique : un nouveau marché de près d'un demi-milliard de consommateurs que des structures étatiques fortement affaiblies, voire anéanties, ne pouvaient réguler. L'endroit était idéal pour imposer un capitalisme tout-à-fait débridé, d'autant que les populations à qui avait été vendu le rêve d'un monde d'opulence étaient consentantes. Pour prendre leur place dans ce monde merveilleux du libre-échange, les nouveaux États, économiquement exsangues, allaient de plus devoir compter sur les prêts des organismes financiers internationaux, FMI en tête, qui pouvaient poser leurs conditions habituelles (le moins de freins possibles au marché) sans rencontrer de résistance. L'Union européenne, en faisant miroiter des perspectives d'adhésion, a également joué un rôle. En imposant ses normes, budgétaires et autres, elle a poussé les pouvoirs en place à mener de nombreuses réformes allant toutes dans le sens du néo-libéralisme prôné par la Commission. Et le fait que les élites locales en ont profité, en jouant sur le fait qu'il n'y avait pas d'autres alternatives pour le développement économique que cette adhésion, pour un peu plus servir leurs propres intérêts n'a provoqué que quelques discours moralisateurs et beaucoup d'indifférence de la part des dirigeants européens.

Les Balkans étaient aussi convoités parce qu'ils représentaient un intérêt stratégique. Le chemin du gaz et du pétrole venant de Russie (le projet South Stream momentanément gelé depuis les événements en Ukraine)

vers l'Europe passe par les Balkans. Autant donc incorporer ces pays dans une zone d'influence européenne. La diminution de l'instabilité politique, et donc l'insécurité haïe par les marchés financiers, dans cette zone géographique est également devenue prioritaire pour l'Otan et la politique étrangère de l'Union européenne. Le conflit qui a ravagé l'ex-Yougoslavie de 1991 à 1995 a servi de révélateur. Il prouvait tout d'abord que l'Union européenne n'était pas à l'abri d'un conflit à ses portes. Ensuite, maintenant que la guerre froide était finie, il permettait à l'Otan d'enfiler ses nouveaux habits de « gendarme du monde », et ainsi justifier son existence et son coût, en éprouvant une tactique régulièrement usitée depuis : prendre prétexte d'une intervention humanitaire, empêcher le massacre des « gentils » Bosniaques par les « méchants » serbes en l'occurrence, pour mener une offensive sans attendre un mandat du Conseil de sécurité de l'Onu, violant ainsi les principes fondamentaux du droit international. Cela permettait à l'organisation militaire, et aux forces américaines, de s'implanter durablement à l'Est de l'Europe. Zivadin Jovanovic, ancien ministre des Affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et président actuel du « Belgrade Forum for a World of Equals » relève ainsi qu'avant 1990, il n'y avait pas une seule base militaire étrangère dans les Balkans. « *Aujourd'hui nous avons sur le sol européen plus de bases militaires qu'à l'apogée de la guerre froide. Après l'agression de l'OTAN contre la Serbie les bases militaires ont commencé à pousser partout.* » (21) Et celles-ci se sont avérées bien pratiques lorsqu'après 2001, les États-Unis ont déclaré « la guerre au terrorisme » et sont intervenus en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, dans la Corne de l'Afrique ou encore dans la région du Sahel.

Constatons encore qu'en 2004, Roumanie et Bulgarie adhéraient à l'OTAN, trois ans avant de devenir membres de l'Union européenne. Ces deux pays ont également signé un accord bilatéral avec les États-Unis pour s'engager à ne jamais renvoyer devant la Cour pénale internationale, un Américain qui aurait été inculpé (22).

UNE NOUVELLE ÈRE POLITIQUE ?

La crise économique et financière de 2008, qui a encore un peu plus creusé les inégalités au passage, a porté un coup à l'image du « monde occidental libre et riche » fantasmé par les populations ayant vécu sous le joug de l'URSS. Le sort réservé à la Grèce, mais aussi la situation des pays de la région ayant déjà rejoint l'UE, ont particulièrement ouvert les yeux aux habitants de la région. Une partie de la population de ces pays a compris qu'on leur imposait « une doctrine de Washington » comme on leur avait précédemment imposé une « doctrine de Moscou » (21). Dans différents

pays, on assiste à un regroupement des mécontents de la transition vers le capitalisme. Celui-ci se fait le plus souvent en-dehors des structures politiques traditionnelles trop discréditées au sein de la population. Mais ce n'est pas toujours le cas : le parti de gauche Syriza en Grèce réussit également à fédérer les mécontents.

Mais ces mouvements qu'ils proviennent des étudiants croates, des mobilisations contre la corruption en Slovénie ou des plenums de Bosnie sont, actuellement, plus centrés sur la protestation et le refus que sur les propositions de changements. C'est en partie dû à une époque où « *Facebook a pris la place de Trotski sur la place publique* » (23), pour reprendre la jolie formule du sociologue serbe Todor Kuljic. Il veut exprimer par là que la capacité de mobilisation des nouveaux réseaux de communication, Facebook et Twitter en tête, ne sert finalement qu'à provoquer des soulèvements éphémères. Une fois l'effervescence passée et le désespoir exprimé, rien ne change. Cette opinion illustre sans doute un autre problème à surmonter pour les sociétés de l'Est de l'Europe : pouvoir tourner le dos aux schémas du XX^e siècle voulant qu'un changement majeur provienne inévitablement d'une révolution qui renverse un système pour le remplacer par un autre. L'avenir des Balkans n'est-il pas plutôt dans une restructure du paysage institutionnel ? De manière à redonner à des États affaiblis des outils leur permettant de devenir des garants du bien commun plutôt que du bien-être de quelques-uns ?

Il s'agit d'un travail à long terme dont les prémisses ont peut-être lieu actuellement. C'est, en effet, au sein des plenums, ou de tout autre rassemblement citoyen, que se trouvent les futurs représentants de la population qui n'a pas profité de la nouvelle redistribution des richesses. Il faut donc souhaiter que ceux-ci puissent d'abord continuer à exister, puis trouvent peu-à-peu un mode de fonctionnement qui leur permettent de devenir des acteurs incontournables du changement nécessaire. Les dirigeants nationaux et internationaux seraient d'ailleurs bien avisés, même si cela ne rencontre pas leurs objectifs personnels et stratégiques, de soutenir ce processus. Sans quoi, la colère ne fera que croître et entraînera inévitablement des conséquences dramatiques, humaines ou politiques, dont les populations balkaniques seront à nouveau les premières victimes.

BIBLIOGRAPHIE

(1) France 24, « La “révolution des bébés” unifie la Bosnie » (en ligne) c 2013 (Consulté le 9/05/2014) Disponible sur : <http://www.france24.com/fr/20130613-revolution-bebes-unifie-bosnie-croate-serbe-sarajevo-numero-identite/>

(2) Le Courrier des Balkans, « Bosnie-Herzégovine : Tuzla se révolte contre la misère et le chômage » (en ligne) c 2014 (Consulté le 14/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24192.html>

(3) Le Courrier des Balkans, « Bosnie-Herzégovine : la révolte du désespoir et le début d’un nouveau “printemps” » (en ligne) c 2014 (Consulté le 16/05/2014) Disponible sur : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=24202&cdbvisu=24202

(4) Le Courrier des Balkans, « Bosnie-Herzégovine : à Tuzla, les citoyens réinventent la démocratie directe » (en ligne) c 2014 (Consulté le 16/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24230.html>

(5) Le Courrier des Balkans, « Révolte sociale en Bosnie : première victoire pour le plénum de Sarajevo » (en ligne) c 2014 (Consulté le 20/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24314.html>

(6) Slobodna Evropa , « Bosnie-Herzégovine : des syndicats qui ne défendent pas les travailleurs » (traduit dans le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2011 (Consulté le 8/05/2014) Disponible sur : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=18579&cdbvisu=18579

(7) Le Courrier des Balkans, « Révolte sociale en Bosnie : un nouveau gouvernement citoyen à Tuzla » (en ligne) c 2014 (Consulté le 9/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24541.html>

(8) Le Courrier des Balkans, « Bosnie-Herzégovine : à Mostar, Croates et Bosniaques manifestent côte-à-côte » (en ligne) c 2014 (Consulté le 12/05/2014) Disponible sur : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=24240&cdbvisu=24240

(9) Buka, « Révolte sociale en Bosnie : un soulèvement populaire au-delà des querelles ethniques » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne)

c 2014 (Consulté le 15/05/2014) Disponible sur : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=24295&cdbvisu=24295

(10) Slate.fr, « Pourquoi reparle-t-on de la Bosnie en 2014 ? » (en ligne) c 2014 (Consulté le 9/05/2014) Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/83443/pourquoi-bosnie-2014>

(11) Observatorio Balcani e Caucaso, « Serbie : des salaires, pas des élections ! » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 16/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24325.html>

(12) Novosti, « Serbie : Aleksandar Vucic, un ultranationaliste devenu petite main' du néolibéralisme » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 16/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24760.html>

(13) Danas, « Précarité et capitalisme sauvage » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2013 (Consulté le 21/05/2014) Disponible sur : http://balkans.courriers.info/spip.php?page=article&id_article=22439&cdbvisu=22439

(14) Blic, « Droit du travail en Serbie : le grand bond en arrière » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 22/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article23998.html>

(15) B92, « Travail en Serbie : intérim et précarité, de nouvelles formes d'esclavage » (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 22/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24540.html>

(16) Café Balkans, « Liberté de la presse : la censure serbe » (en ligne) c 2014 (Consulté le 26/05/2014) Disponible sur: <http://cafebalkans.wordpress.com/2014/05/01/liberte-de-la-presse-la-censure-serbe/>

(17) Novinite, « Bulgarie: septième immolation par le feu en un mois (traduit dans Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2013 (Consulté le 26/05/2014) Disponible sur: <http://balkans.courriers.info/article22085.html>

(18) Observatorio Balcani e Caucaso , « Bulgarie : les élections européennes, scrutin test à enjeux nationaux » (traduit dans Le Courrier des

Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 29/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24428.html>

(19) Le Courrier des Balkans, « Manifestations et crise politique en Bulgarie : la bataille décisive pour la démocratie bulgare est engagée » (en ligne) c 2013 (Consulté le 29/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article22796.html>

(20) Council for European Studies, The New Tragedy of the Commons (en ligne) c 2014 (Consulté le 30/05/2014) Disponible sur : <http://councilforeuropeanstudies.org/critcom/the-new-tragedy-of-the-commons/>

(21) Horizons et débats, L'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 était un modèle des nouvelles guerres de conquêtes » (en ligne) c 2013 (Consulté le 30/05/2014) Disponible sur : <http://www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=3886>

(22) Politique, « Elargissement sous contrôle » (en ligne) c 2006 (Consulté le 30/05/2014) Disponible sur : <http://politique.eu.org/spip.php?article342>

(23) Pescanik, « Soulèvements populaires : la nouvelle chance de la gauche des Balkans » (traduit par Le Courrier des Balkans) (en ligne) c 2014 (Consulté le 30/05/2014) Disponible sur : <http://balkans.courriers.info/article24313.html>